

TABLEAU NOIR

Chronique de l'enseignement du français par Jean-Louis Dufays

TIREZ SUR LE PIANISTE !

Un mien voisin déplorait récemment le fait qu'en France, une bonne partie du Parlement actuel était constituée d'enseignants : «C'est une grande prétention de la part des professeurs, clamait-il, que de se croire compétents en politique. Ce n'est pas parce qu'on connaît la littérature ou les mathématiques qu'on a des idées justes sur la société. Comment quelqu'un qui n'est confronté qu'à l'univers clos de ses classes et de son école peut-il comprendre quelque chose au gouvernement d'un pays ? Les profs feraient beaucoup mieux de rester à la place modeste qui est la leur.»

Quelques jours plus tard, je lisais dans *Le Soir* cette déclaration édifiante de l'ancien chef de cabinet du ministre Bertouille : «A mon avis, il y a au moins deux fois trop d'enseignants. Je voudrais des enseignants d'élite qui soient mieux rétribués. Ne faisons pas de l'enseignement un secteur qui résorbe nos problèmes d'emploi.»

La pertinence de ces propos m'a troublé. En écoutant mon premier interlocuteur, j'ai compris qu'il était dans ma nature de prof d'être un ignare en matière sociale et politique. Car c'est bien vrai, allez, que les problèmes de la société ne sont pas le lot des enseignants. L'immigration, le chômage, la violence, le fonctionnement des institutions, l'avenir du monde, nous n'y pigeons que dalle. Nous accueillons peut-être un certain nombre d'élèves étrangers dans nos classes, nous voyons peut-être chaque année des collègues perdre leur emploi par le jeu des réaffectations, nous sommes peut-être assez bien placés pour comprendre les motivations de ces adolescents qui parfois s'adonnent à la violence, nous avons peut-être, comme préfet, comme coordinateur, comme membre du conseil d'entreprise, ou comme délégué syndical, quelques responsabilités dans le fonctionnement de notre école, nous avons peut-être même un point de vue privilégié sur les soucis et les aspirations de ces jeunes qui feront le monde de demain, mais les vrais problèmes, les grands problèmes, il est clair que les juristes et les économistes qui les étudient dans des bureaux (et qui ont d'ailleurs fait des études pour apprendre à les étudier) sont infiniment plus qualifiés que nous pour les aborder. Face à ces grands sages, nous sommes des marionnettes, car nous sommes beaucoup trop directement confrontés aux réalités

de la société pour pouvoir en parler valablement. C'est de science commune du reste que tous les enseignants qui ont tâté de la politique s'y sont lamentablement cassé les dents.

Puis, à lire la seconde déclaration, celle de l'ex-chef de cabinet, j'ai réalisé que la moitié des enseignants actuels étaient des chômeurs mis au travail qui gagnaient indûment les deniers de l'Etat. L'ex-chef de cabinet a sûrement raison de laisser entendre que pour augmenter le salaire des enseignants (lequel est jugé insuffisant par ces pleurnichards), il faut d'abord liquider la masse des incompetents et des minables. Je trouverais très heureux que quelques milliers d'enseignants soient invités à plier bagage et à tenter leur chance ailleurs. Ce que deviendraient les élèves privés de la moitié de leurs professeurs ne doit pas nous inquiéter : il va de soi qu'on apprend autant lorsqu'on est quarante dans une classe que lorsqu'on y est vingt. D'ailleurs, l'élimination des petits profs rehaussera incontestablement la qualité de l'enseignement puisque, après cette opération, il ne restera plus dans les écoles qu'un noyau d'enseignants purs et durs qui donneront des leçons irréprochables telles que l'Etat les préconise dans ses programmes. Ajoutons que l'éviction des incapables permettra au gouvernement de faire quelques économies, vu que, tout bien calculé, un chômeur lui coûte moins cher qu'un enseignant. Comme il paraît que la Belgique a une dette publique à rembourser, ce gain financier ne peut être négligé. Mais bien entendu, ces considérations pécuniaires ne sont rien devant les enjeux profondément culturels d'une telle réforme de l'enseignement. Monsieur l'ex-chef de cabinet est un homme de coeur qui veut revaloriser les enseignants, qu'est-ce que vous croyez ?

Pour être honnête, je dois cependant avouer qu'il me reste un petit scrupule. Si je suis tout à fait prêt à admettre l'incompétence de la moitié des enseignants, je n'ai malheureusement aucune preuve de cette allégation. On ne dispose d'aucune enquête sur l'ardeur au travail et le quotient intellectuel des enseignants. En posséderait-on qu'on ne serait pas tellement avancés : il faudrait apprécier ces statistiques en fonction du taux moyen de la population globale pour qu'elles acquièrent une signification réelle. De plus, s'il s'avérait qu'en effet la moitié des enseignants sont des incapables et des tire-au-flanc, cette proportion ne risquerait-elle pas de refléter davantage une caractéristique de la race humaine qu'un trait propre à la profession ? Je crois fermement que la moitié des profs sont des hurluberlus. Mais trouverai-je moins d'hurluberlus chez les avocats, chez les plombiers, chez les homéopathes et chez les coureurs cyclistes ? Je crains fort qu'on ait ici affaire à une notion que les linguistes qualifieraient de non-pertinente parce qu'elle n'est pas distinctive : mettre au rancart les mauvais enseignants ne serait une mesure juste que si on licencierait dans le même temps tous les mauvais ouvriers, tous les cadres écervelés et tous les toubibs maladroits.

Evidemment, ce n'est pas une consolation très exaltante que d'excuser sa propre médiocrité par celle du voisin ; et puis je n'ai moi-même aucune certitude que le taux d'inaptitude chez les enseignants soit réellement proportionnel au taux d'inaptitude de l'humanité tout entière. Mais à défaut des statistiques et des comparaisons, certains signes extérieurs attestent que la plupart des profs jouissent d'un statut tout à fait scandaleux, et c'est cela qui rend hautement souhaitable l'application de la réforme préconisée par monsieur l'ex-chef de cabinet. Trois mois de vacances par an, vingt à vingt-deux heures de prestations par semaine (les instituteurs mis à part), un travail qui se limite à faire causette quotidiennement avec des bandes de jeunes, la sécurité d'emploi assurée après deux ou trois ans de service, voilà des conditions professionnelles qui ne sont guère sérieuses. De plus, la formation de ces enseignants ne nécessite que de deux à quatre ans d'études : par rapport aux cinq ou six ans de l'ingénieur et aux sept à douze ans du médecin, c'est dérisoire. Il est vrai que ces gens ne travaillent pas pour s'enrichir, puisqu'ils ne cessent - bien exagérément du reste - de se plaindre de leur salaire. Comment dans ces conditions douter plus longtemps ? Pour accepter de faire ce métier, il faut être soit un naïf, soit un paresseux, soit

une mère de famille. Je veux donc le crier bien haut : les diplômes qu'on nous a décernés, c'était du papier-cul. Les années d'études durant lesquelles nous avons bloqué des cours et effectué des stages, c'était de la frime. La confiance que nos écoles nous ont ensuite accordée au fil des années, c'était de la charité. On nous a acceptés comme profs parce que nous n'étions bons à rien d'autre, cela va de soi. Mais en réalité, tout le monde sait bien que notre boulot est vain, que notre emploi du temps équivaut à des vacances continuelles, et qu'un seul prof pourrait parfaitement faire le boulot de deux collègues sans que lui ni ses élèves n'en subisse le moindre dommage (vivement qu'il revienne à son cabinet, l'ex-chef de cabinet, pour que son excellente réforme soit mise en oeuvre dans les plus brefs délais). Les profs en ont marre de se tourner les pouces devant des classes à moitié vides, ils en ont assez de faire semblant de donner cours à ces masses d'élèves surdoués auxquels il n'y a rien à apprendre. La vie de château, à la longue, ça les fatigue !

Bon, ça fait mal aux doigts d'écrire tant de vérités à la fois. Alors je m'arrête là.

Jean-Louis DUFAYS